

En Afrique du Sud, sur les terres blessées de l'ANC

Mathilde Boussion

Poursuivi pour corruption, le secrétaire général du parti au pouvoir vient d'être suspendu de ses fonctions

BLOEMFONTEIN - envoyée spéciale

De ses neuf années à la tête de la province de l'Etat libre (Free State, centre), Ace Magashule a hérité deux surnoms. « Number One », pour ses fidèles ; « Monsieur Dix pour cent » pour ses opposants, en référence à la part qu'il aurait eu pour habitude d'exiger sur les contrats publics au sein de la province. Depuis, l'homme s'est élevé au rang de secrétaire général du Congrès national africain (ANC) et les soupçons de corruption, devenus des accusations portées par le ministère public sud-africain, viennent de lui coûter sa place. Temporairement, au moins.

Mis en examen le 10 novembre 2020 pour corruption, fraude et blanchiment d'argent dans le cadre de l'attribution d'un contrat d'audit d'amiante, Ace Magashule résiste à sa mise en retrait depuis six mois, alors qu'une résolution votée par l'ANC oblige les responsables politiques poursuivis en justice à se retirer de leurs fonctions. Mercredi 5 mai, le parti à la tête de l'Afrique du Sud lui a finalement signifié sa suspension jusqu'à l'issue du procès. Le responsable a déjà fait appel de la décision, qui signe pour le moment une victoire du président Cyril Ramaphosa.

Elu sur la promesse d'une « aube nouvelle » après une décennie marquée par les scandales à répétition de la présidence Jacob Zuma, Cyril Ramaphosa ferraille depuis son arrivée au pouvoir contre la faction restée fidèle à l'ancien dirigeant poussé à la démission. Ace Magashule, considéré comme le personnage le plus influent de l'ANC après le président, est le chef de file de ces opposants. Les accusations qui pèsent contre lui racontent le système corrompu contre lequel l'actuel chef de l'Etat sud-africain est parti en croisade.

Deux chiffres suffisent à résumer l'affaire. Fin 2014, deux jeunes entrepreneurs signent un contrat de 255 millions de rands (soit près de 18 millions d'euros à l'époque des faits) pour passer en revue la présence d'amiante dans les townships hérités de l'apartheid, au sein de la province de l'Etat libre. Deux mois plus tard, ils rendent un rapport sous-traité pour 21 millions de rands, moins d'un dixième du montant initial.

« Quel genre de projet permet de dégager de telles marges ? », s'étouffe Mxolisi Dukwana. Cet ancien haut responsable de la province dit avoir été approché par l'un des deux entrepreneurs à l'époque des faits, Ignatius « Igo » Mpambani, qui espère alors décrocher des missions similaires dans une province voisine. « J'ai dit non quand j'ai compris qu'ils n'avaient pas les autorisations pour traiter des matières dangereuses. Tout reposait sur leurs connexions politiques. Et puis, Igo a mentionné Ace Magashule. Je lui ai dit : "Si j'étais toi, je ne travaillerais pas avec Ace, vous allez vous faire dévorer" », se rappelle Mxolisi Dukwana. Pour tenter de le convaincre, l'entrepreneur aurait alors montré un tableau rempli d'initiales associées à des chiffres en glissant : « Voilà ce que nous donnons à ceux qui nous aident. » L'ancien fonctionnaire l'interroge sur un certain « AM », qui doit empocher 10 millions de rands. « Ace Magashule », aurait confié le jeune homme.

Pour appuyer ses accusations, Mxolisi Dukwana fournit de nombreux documents. Parmi eux, la lettre de cinq pages dans laquelle les entrepreneurs proposent leurs services à l'administration. La démarche, unilatérale, a peu de chances d'aboutir : l'attribution de contrats publics sans passer par un appel d'offres répond à des critères stricts que ne remplissent pas les entrepreneurs, d'après le ministère public. Ils décrochent pourtant le contrat. Les premiers paiements sont versés dans la foulée. Le rapport final de 52 pages (soit près de 5 millions de rands la page) précise que plus d'une centaine d'agents ont parcouru la province pour réaliser l'audit. *« Ça n'a pas de sens, des gens sont payés pour faire ce genre de travail au sein des municipalités ! »*, bondit Deon Leeuw, qui a occupé divers postes de management au niveau municipal.

Réputation d'homme du peuple

Igo Mpambani n'a jamais pu être interrogé sur ce qu'on appelle aujourd'hui les « Igo Files » : l'entrepreneur a été assassiné, à 37 ans, au volant de sa Bentley dans un quartier chic de Johannesburg, en 2017. Les coupables courent toujours. Son entreprise, en revanche, figure au rang des accusés qui devront répondre de 74 chefs d'inculpation. Aux côtés d'Ace Magashule, qui conteste vigoureusement les accusations, plusieurs responsables administratifs à l'époque des faits sont poursuivis. *« Ace a bâti un environnement toxique fait de personnalités qui jouaient le même jeu que lui. Des maires, des responsables financiers, des managers qui ont permis l'émergence de ce système »*, explique Mxolisi Dukwana. *« Pendant dix ans, il s'est appliqué à éloigner tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui »*, abonde Sekhophi Malebo, un autre ancien responsable provincial. *« Il s'est arrangé pour que je sois écarté des élections internes au parti »*, assure celui qui a dirigé plusieurs portefeuilles au sein de l'Etat libre.

Avec d'autres, il accuse Ace Magashule d'avoir gravi les échelons en manipulant les scrutins de l'appareil. A cette image de leader despotique, ses partisans opposent celle d'un *« homme de cœur »*, *« qui aime les siens plus que tout »*, résume Vusi Tshabalala, chef de file de l'ANC au sein du Parlement provincial et fidèle lieutenant du secrétaire général déchu.

Ace Magashule s'est bâti une réputation d'homme du peuple, à coups de discours à destination des plus pauvres. Avec la dénonciation du *« monopole capitalistique blanc »*, l'éducation passe pour sa priorité. De nombreux jeunes du Free State partent ainsi étudier à l'étranger. L'affaire de l'amiante pose toutefois la question du financement de ces projets. Dans un e-mail, Igniatius Mpambani confirme à l'assistante d'Ace Magashule le paiement de la scolarité à l'étranger de la fille d'une juge intérimaire. Reste que la province a obtenu le meilleur taux de réussite du pays aux examens de fin de secondaire cette année.

A l'inverse, l'Etat libre est l'un des plus mauvais élèves en matière de gouvernance. Dans son dernier rapport, l'auditeur général chargé d'évaluer l'administration estime que celle de la province se caractérise par *« son mépris général des mécanismes de contrôles internes »* et le manque de qualification *« évident »* de certains officiels. *« Les municipalités sont paralysées par ceux qui ont été nommés pour leur loyauté, sans avoir les compétences. Il suffit de se promener dans Bloemfontein pour le voir »*, se désole Deon Leeuw.

« Tout s'est effondré »

Berceau de l'ANC, le chef-lieu de la province est troué de nids-de-poule. Sur la plupart des routes, les marquages ont disparu et les terre-pleins sont mangés par les herbes folles. *« Depuis qu'Ace Magashule est arrivé, tout ce qu'il a fait, c'est voler notre argent. La ville était resplendissante, tout s'est effondré »*, décrit Debbie Bezuindenhout, responsable d'un hôtel proche du centre-ville. Dans la banlieue aisée où elle réside, les habitants ont créé une association qui assure désormais le désherbage, la collecte des déchets et l'entretien des routes.

De l'autre côté de la ville, dans les townships aux toits bourrés d'amiante, les habitants sont pétrifiés à l'idée de prononcer un mot de travers sur l'ANC ou Ace Magashule. Ceux qui acceptent de parler craignent pour leur santé depuis que toutes les chaînes ont montré leurs maisons à la télévision, en expliquant que l'amiante est dangereuse. Ils n'en avaient jamais entendu parler jusque-là, à l'exception d'Esther Mayephu.

Appuyée sur sa cuisinière, la grand-mère raconte son toit craquelé et les fibres qui s'effilochent. La poussière qui recouvre tout, les jours de vent. Les quintes de toux et cette respiration sifflante qui ne la quitte plus. En 2017, elle est foudroyée par une violente douleur à la poitrine. Elle atterrit à l'hôpital, où un médecin assure que ses ennuis viennent de la maison. Officiellement, le lien n'est pas établi. Qu'importe. Depuis l'arrivée des masques avec le Covid-19, Esther oblige les sept enfants qui vivent sous son toit à se couvrir le visage dès que le vent souffle.